L214 : vers une influence silencieuse mais structurante sur l’avenir de l’élevage français

À travers des images chocs largement diffusées sur les réseaux sociaux, l’association L214 s’est imposée comme un acteur central du débat public sur l’élevage et l’abattage en France. Si ses actions ont contribué à mettre en lumière certaines dérives réelles, leur mise en scène et leur diffusion soulèvent des interrogations sur l’équilibre de l’information et la place laissée à la parole agricole.

Octobre 2015. Assis dans une salle d’attente, vous patientez, mais le temps semble interminable. Pour combler cet ennui, vous décidez de défiler machinalement votre fil d’actualité Facebook. Entre deux vidéos de chats et quelques posts d’amis, votre pouce s’arrête net, paralysé par l’horreur d’une scène particulièrement choquante.
À l’écran, du sang et de la souffrance : des animaux suspendus par les postérieurs se débattent, brebis, vaches, cochons, chevaux, sur un fond musical anxiogène. La voix d’Hélène de Fougerolles vous interpelle : « Avez-vous déjà visité un abattoir ? » S’enchaînent alors des images toujours plus violentes, d’une brutalité saisissante, sous le titre « L’abattoir made in France ». Vous éteignez votre smartphone, le cœur battant, incapable d’effacer ces images de votre rétine. Votre cerveau ne retient que ce qu’il voit : il est impossible de tolérer une telle cruauté. La colère et l’indignation s’imprègnent de vous.

Cette vidéo, diffusée par L214 en octobre 2015, est une compilation d’images volées à l’intérieur de l’abattoir d’Alès. Par la suite, le site a temporairement cessé son activité et a fait l’objet de plusieurs condamnations en justice.

L214, de son nom complet L214 éthique et animaux, est une association française de défense des animaux d’élevage. Apparue en 2008 dans un contexte de montée en puissance des préoccupations sociétales autour du bien-être animal, elle se revendique avec une approche militante radicale : l’antispécisme. C’est-à-dire qu’elle remet en cause la place de l’animal dans les systèmes de production agricole et, plus largement, dans l’alimentation humaine.

Son nom renvoie à l’article L-214-1 du Code rural, où « tout animal étant un être sensible doit être placé par son propriétaire dans des conditions compatibles avec les impératifs biologiques de son espèce ». Ce texte juridique reconnaît l’animal comme un être sensible qui doit naître, grandir et mourir dans les meilleures conditions possibles pour respecter son système biologique naturel.

La mise en lumière de la brutalité et des défaillances de certaines pratiques d’élevage et d’abattage est essentielle pour faire progresser les conditions de bien-être animal, notamment dans les systèmes qui tendent vers une production plus intensive. Mais derrière cette communication choc, avec des slogans tels que « abattoir made in France », l’association de L214 n’aurait-elle pas une volonté de choquer davantage que d’informer et de dénoncer ? Une stratégie de communication capable, à terme, de transformer durablement la perception de l’élevage français auprès de la société et de ses consommateurs.

Il existe de nombreuses associations de défense des animaux, mais L214 demeure la plus médiatisée, notamment connue pour ses actions publiques dans la rue ou dans les supermarchés, mais surtout pour la diffusion répétée d’images et de vidéos tournées clandestinement. Filmer à l’insu des agriculteurs ou s’introduire illégalement dans leurs propriétés privées constitue le point de départ de la notoriété de cette association.

Ces pratiques soulèvent de nombreuses interrogations sur l'atteinte à la vie privée des éleveurs et sur la non-possibilité de les laisser s'exprimer à ce sujet.

Il est 21 heures lorsqu'un militant s'introduit et filme dans l'exploitation de Sébastien Ginestet, éleveur de porcs et de bovins dans l'Aveyron. « Je n'étais même pas au courant de l'existence de cette vidéo. C'est un voisin syndicaliste qui me l'a montrée », il reconnaît immédiatement certains lieux de sa porcherie, mais remarque plusieurs plans qui ne proviennent pas de son exploitation. « La personne qui commente la vidéo précise qu'il s'agit d'un seul et même élevage. En réalité, cinq élevages différents ont été filmés et compilés pour donner l'illusion d'un seul site. »

La vidéo est tournée de nuit, dans une atmosphère très sombre, uniquement éclairée par la lueur rougeâtre des lampes chauffantes. Surpris par la présence d'un individu inconnu, les cochons se lèvent brusquement d'un sursaut, accentuant ainsi une impression de panique digne d'un film d'horreur. La scène est particulièrement effrayante, mais le constat est que si elle avait été filmée en plein jour, il n'y aurait pas eu cette même dimension anxiogène.

Sébastien Ginestet reste choqué : « par l'aisance avec laquelle le militant se déplaçait dans mes bâtiments. Il connaissait les salles et les emplacements par cœur. J'ai appris plus tard que ce n'était pas la première fois qu'il s'introduisait dans mon élevage », confie l'éleveur.

Cette intrusion a marqué un tournant pour Sébastien Ginestet, qui n'oubliera jamais cette date, le 6 février 2019. « Sans vouloir être grossier, j'ai eu l'impression d'avoir été violé dans mon intimité, que toutes ces années de travail soient salies et rabaissées d'une telle façon m'a profondément affecté. À ce moment-là, j'ai eu la chance d'être entouré de mes proches qui m'ont énormément aidé à ne pas perdre pied et à reprendre confiance en mon travail », explique avec sincérité l'éleveur aveyronnais.

Le contenu des vidéos tournées par ces associations repose sur des éléments réels qui montrent certaines défaillances dans un système de production. Comme l'explique le journaliste et cinéaste Edouard Bergeon dans une interview accordée à France Inter : « Si ces images sont là, c'est qu'elles existent. Mais ça ne veut pas dire que c'est représentatif de l'ensemble de l'agriculture française. »

En revanche, le montage et la mise en scène de ces vidéos, qui accentuent certains éléments, soulèvent des inquiétudes quant à la sincérité de ceux et celles qui les créent. Le contexte n'a pas vocation à être réellement expliqué, mais seulement à susciter une réaction émotionnelle immédiate.

En 2018, étudiante en master de communication, Alma Veyrin-Forrer explique dans sa thèse que « L214 se sert de la violence pour capter l'attention du public et l'utilise comme un mode d'expression. Les images violentes provoquent de nombreuses réactions du public et une forte réceptivité à ce message. […] L214 recherche, bien entendu, la sympathie du public, notamment sur les réseaux sociaux où elle publie des photos d'animaux attendrissants ».





(deux publications du 3 novembre 2025 et 1er janvier 2026 issues de la page Instagram de l'association L214)

En effet, la quasi-totalité de la communication de L214 est construite autour des réseaux sociaux, où l'image prime parfois sur l'analyse. Cette association est présente sur Facebook, Instagram, TikTok, Twitter (aujourd'hui appelé X), où elle publie de façon quasi-quotidienne, de sorte à toujours rester dans les fils d'actualité. « Le rôle d'une telle communication est de faire le buzz et de s'imposer dans l'agenda médiatique », détaille Alma Veyrin-Forrer.

De plus, l'association se décline en multiples pages à une échelle régionale et locale, par exemple sur Instagram avec le compte @jagispourlesanimaux_marseille, qui est le groupe local de L214 pour Marseille et Aix-en-Provence. L214 tente de gagner de plus en plus de visibilité, en s'orientant notamment vers la jeunesse, comme avec la création du site Internet « L214 Éducation », qui publie trois fois par an un magazine *Mon journal animal*, proposé aux enfants de 10 à 14 ans, où la ligne éditoriale prône une « revue qui propose aux jeunes lecteurs toutes les clés pour défendre la nature et les animaux ! »

L'association cumule 370 000 abonnés sur Instagram, 871 000 abonnés sur Facebook, 96 000 abonnés sur X et 97 000 sur TikTok. Sa présence sur les différentes plateformes lui permet de gagner en visibilité, sachant que leurs publications peuvent être visionnées sans forcément être abonné.

Mais à l'inverse, le monde agricole manque cruellement de visibilité. Pour Béatrice Castagné, technicienne agricole, « les éleveurs sont victimes de cette mauvaise image que la société crée d'eux. Dans un monde où les agriculteurs font face à la critique de ceux qui ignorent réellement leurs métiers, l'avenir de l'élevage peut paraître parfois compliqué et freiner les jeunes agriculteurs à s'installer ».

Pour pallier cette méconnaissance du monde agricole, la technicienne propose : « quand il n'y a qu'une seule version d'un sujet, on finit par s'y fier, et c'est exactement le cas pour L214. On ne pourra jamais se battre contre une telle association ou les empêcher de diffuser, mais en revanche on ne doit pas laisser toute la communication agricole à L214. Il serait essentiel de développer une image fidèle et réelle de l'agriculture ».

Ce que Béatrice Castagné laisse entendre, c'est que le seul moyen de faire face aux accusations de L214 serait de communiquer à la même échelle et de manière transparente sur l'agriculture et sa compréhension. « Le monde agricole doit communiquer sur ce qu'il fait, mais surtout sans exagérer. Aucun intérêt à promouvoir que nos cochons sont à l'extérieur alors que ce n'est pas le cas. La question est : la société est-elle prête à déconstruire l'image bohème qu'elle se fait de l'agriculture ? Oui, les animaux sont élevés dans des bâtiments, mais ce n'est pas sans la passion de celles et ceux qui les élèvent. Être éleveur est avant tout une passion, celle de vouloir le bien-être de leurs animaux », témoignent la technicienne.

À force d'images choc et de récits univoques, L214 façonne durablement l'imaginaire collectif autour de l'élevage. Reste à savoir si, face à cette influence croissante, le monde agricole parviendra à reprendre la parole avant que d'autres ne racontent définitivement son histoire à sa place.

Dahlia Calmettes